

Le 1er mai, mobilisons-nous contre l'austérité, pour l'emploi, la justice et le progrès social, la défense et le développement des services publics



• le 1er mai, opposons-nous au pacte de responsabilité élaboré contre les salariés et refusons les graves atteintes aux fondements du droit du travail

Ce « pacte », fait à la demande du MEDEF, distribue des dizaines de milliards aux entreprises au nom de la compétitivité par la baisse du « coût » du travail. Le problème n'est pas le « coût » du travail, c'est celui du coût du capital, de l'enrichissement des actionnaires, c'est le système capitaliste qui est en cause.

Il baisse les cotisations sociales qui financent le modèle social national et donc le remet en cause profondément.

Dans le même temps, le gouvernement décide de baisser de 50 milliards la « dépense » publique. Ce qui se traduira par encore moins de services pour les plus pauvres et plus d'austérité pour la population.

Ce « pacte » fait suite à la loi compétitivité-emploi avec pour conséquences :

- des procédures de licenciement accélérées et des moyens de les contester réduits**
- des mobilités géographiques étendues et imposées aux salariés,**
- des contrats de travail revus unilatéralement contre les salariés (salaire, horaire, voire lieu de travail), le contrat l'emportant dorénavant sur le Code du Travail,**
- des « plans de sauvegarde de l'emploi » généralisés (c'est-à-dire un chantage généralisé à la baisse des salaires, à l'augmentation du temps de travail... et à fermeture des usines)**

• le 1er mai, opposons-nous à la mise en cause des retraites, de la protection sociale, de l'action sociale, des services publics et de la santé publique

• le 1er mai, journée internationale des travailleurs, avec tous les peuples du monde, contre les injustices, les inégalités, la guerre, la pauvreté, les discriminations de toutes sortes, mobilisons-nous pour d'autres réponses à la crise que l'austérité, les déréglementations sociales et l'accroissement des inégalités.

**DES SOLUTIONS EXISTENT :
ELLES PASSENT PAR UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES
ET UNE AUTRE FISCALITE.**